No. 46773

**Mexico
and
France**

Cooperation Agreement between the Government of the United Mexican States and the Government of the Republic of France on the readmission of persons (with annex). Paris, 6 October 1997

Entry into force: *16 July 1998 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Mexico, 26 October 2009*

**Mexique
et
France**

Accord de coopération entre le Gouvernement des États-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République française relatif à la réadmission des personnes (avec annexe). Paris, 6 octobre 1997

Entrée en vigueur : *16 juillet 1998 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Mexique, 26 octobre 2009*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPERATION
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
RELATIF
A LA READMISSION DES PERSONNES

Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République française, appelés ci-dessous les « Parties contractantes »,

Compte tenu de l'excellence des liens d'amitié et de coopération existant entre les peuples du Mexique et de France qui les ont conduit à procéder à un échange de notes diplomatiques signées à Mexico le 24 mai 1996 en vue de finaliser un Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa,

Sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I - OBJECTIF

Article 1

L'objectif du présent Accord est de développer la coopération entre les deux Parties contractantes afin d'assurer une bonne application des législations nationales relatives à la circulation des personnes sur leur territoire respectif dans le respect des droits et garanties prévus par ces législations, ainsi que par les traités et conventions internationales auxquels elles sont parties.

II - DISPOSITIONS CONCERNANT LES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2

1.- Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi, conformément à l'article 3, qu'elle possède la nationalité de la Partie

contractante requise ou que, conformément à l'article 4, il est valablement présumé qu'elle possède cette nationalité.

2.- La Partie contractante requérante réadmet, à la demande de l'autre Partie contractante, dans les mêmes conditions, la personne éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, s'il est démontré postérieurement qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3.- Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées, pour la Partie contractante mexicaine, sur le territoire des Etats-Unis du Mexique, pour la Partie contractante française, sur celui des Etats parties à la Convention de Schengen, lorsqu'elles se trouvent en France ou lorsqu'elles ont pénétré dans l'Espace Schengen par le territoire français. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

4.- Les autorités compétentes des Parties contractantes responsables du contrôle en matière d'immigration s'échangent les documents justifiant de la date de l'entrée régulière sur leur territoire.

Article 3

La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base de l'un des documents ci-après en cours de validité :

Pour les Etats-Unis du Mexique :

- acte de naissance,
- certificat ou attestation de nationalité,

- carte de naturalisation,
- passeport,
- carte nationale d'identité,
- document d'identité pour mineur,
- certificat d'immatriculation consulaire,
- certificat de présomption de nationalité mexicaine.

Pour la République Française :

- carte nationale d'identité,
- certificat de nationalité,
- décret de naturalisation,
- décret de réintégration dans la nationalité française,
- passeport,
- carte d'immatriculation consulaire,
- livret militaire.

Article 4

1 - Les autorités compétentes des Parties contractantes, responsables du contrôle en matière d'immigration, conviennent des éléments sur la base desquels il est présumé de la nationalité des personnes visées à l'article 2 du présent Accord. Il appartient à l'autorité consulaire de la Partie contractante requise de vérifier que la personne intéressée est de sa nationalité.

2 - L'autorité consulaire de la Partie contractante requise procède, dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission, à l'audition de l'intéressé. Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, un document de voyage est délivré par l'autorité consulaire et,